



Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme

ORGANISATION INTERNATIONALE NON GOUVERNEMENTALE AYANT STATUT CONSULTATIF AUPRES DES NATIONS UNIES, DE L'UNESCO,
DU CONSEIL DE L'EUROPE ET D'OBSERVATEUR AUPRES DE LA COMMISSION AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES

International Federation
for Human Rights

Federación Internacional
de los Derechos Humanos

الغدرالية الدولية لحقوق الانسان

**FIDH Address to the Ninth Session of the Assembly
of States Parties of the International Criminal Court**

9 December 2010

Luis Guillermo Pérez, Secretary General

Mr. Chairman, I have the honour to address this Assembly on behalf of the International Federation for Human Rights (FIDH), and its 164 human rights member organisations around the world.

FIDH and its member organisations monitor carefully the work undertaken by the International Criminal Court (ICC) and by this Assembly. For victims of crimes within its jurisdiction, the Rome Statute system represents the last hope to obtain justice when impunity of those responsible for the crimes in their respective countries continues to bring about violence, such as in the situations in Colombia, Honduras, Palestine, Afghanistan among others.

As in the past, FIDH has prepared a position paper putting forward recommendations which seek to contribute to the Court's punitive and preventive roles, as expected by humanity.

The stocktaking sessions held in Kampala on the impact on victims and affected communities, on complementarity and on cooperation, made significant recommendations which require follow-up by the Assembly, by States Parties individually and by different organs of the Court. The impact of the Review Conference will depend largely on follow-up of those recommendations.

With respect to victims and affected communities, it is imperative to review its strategy on victims. With regard to complementarity, FIDH makes a call for technical assistance to be complemented by monitoring on States' capacity and will to try crimes within the Court's jurisdiction. We believe that the problem of lack of political will to carry out domestic investigations into those most responsible for the most serious crimes needs further attention. With respect to State cooperation, FIDH recommends that one of the priorities for this Assembly in the coming year be freezing and seizing of assets of the accused, bearing in mind that the first decisions on reparations are likely to be taken between 2011 and 2012.

With regard to the Court's budget, FIDH is concerned about the increasing pressure imposed by States for the Court to present "zero nominal growth" budget. While we favour measures to improve efficiency in the use of financial resources, we are concerned about limits being put to the action of the Court in this way. Despite the opening of the investigation in Kenya and the prospect of carrying out at least three trials in 2011, the Court has only requested a minimal increase of its budget.

In relation to the Independent Oversight Mechanism and follow-up on issues of governance of the

Court, FIDH is concerned about the risks of interference in the Court's judicial activities and independence, given the possible lacunes in the interpretation of the IOM mandate. Along the same lines, the proposed study of the efficiency and effectiveness of the Court should clarify its objectives to avoid interference in the Court's internal matters.

The Court has made significant progress in ensuring compliance with its mandate and thus have a deterrent impact. However, FIDH is concerned that serious crimes within its jurisdiction continue to be committed in different parts of the world. In this regard, the Court must ensure that those most responsible be prosecuted.

Thank you for your attention.



Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme

ORGANISATION INTERNATIONALE NON GOUVERNEMENTALE AYANT STATUT CONSULTATIF AUPRES DES NATIONS UNIES, DE L'UNESCO,
DU CONSEIL DE L'EUROPE ET D'OBSERVATEUR AUPRES DE LA COMMISSION AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES

International Federation
for Human Rights

Federación Internacional
de los Derechos Humanos

الفدرالية الدولية لحقوق الانسان

**Déclaration de la FIDH à la 9^{ème} session de l'Assemblée
des États parties au Statut de la Cour pénale internationale**

9 décembre 2010

Luis Guillermo Pérez, Secrétaire général

Monsieur le Président, j'ai l'honneur de m'adresser à cette Assemblée au nom de la Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme (FIDH), et de ses 164 organisations membres à travers le monde.

La FIDH et ses organisations membres suivent très attentivement le travail entrepris par la Cour pénale internationale (CPI) et par cette Assemblée. Pour les victimes des crimes relevant de la compétence de la Cour, le système mis en place par le Statut de Rome constitue le dernier espoir d'obtenir justice dans des situations où les responsables de ces crimes continuent à perpétrer de telles violences en toute impunité dans leur pays, comme c'est le cas notamment en Colombie, au Honduras, en Palestine et en Afghanistan.

Comme par le passé, la FIDH a publié une note de position dans laquelle elle met en avant des recommandations cherchant à renforcer les rôles punitif et préventif de la Cour.

Les sessions de bilan qui se sont tenues à Kampala sur l'impact du système sur les victimes et les communautés affectées, sur la complémentarité et sur la coopération ont formulé d'importantes recommandations qui nécessitent un suivi par cette Assemblée, par les États parties et par la Cour. L'impact de la Conférence de Révision dépendra largement de ce suivi.

Concernant les victimes et les communautés affectées, il est urgent de réviser sa stratégie sur les victimes. Quant au principe de complémentarité, la FIDH appelle à ce que l'assistance technique soit accompagnée d'un suivi sur la capacité et la volonté des États de juger les crimes relevant de la compétence de la Cour. Nous considérons que le problème du manque de volonté politique pour mener des enquêtes au niveau national sur les crimes les plus graves nécessite une attention accrue. Enfin, concernant la coopération des États, la FIDH recommande que l'une des priorités de cette Assemblée pour l'année à venir soit celle du gel et de la saisine des avoirs des accusés, compte tenu du fait que les premières décisions sur les réparations devraient être rendues entre 2011 et 2012.

S'agissant du financement de la Cour, la FIDH est préoccupée par la pression croissante exercée par les États sur la Cour pour que celle-ci présente un budget à « croissance nominale zéro ». Bien que nous soyons en faveur de toute mesure permettant d'améliorer l'effectivité de l'utilisation des ressources financières, nous sommes inquiets des limites ainsi imposées sur l'action de la Cour. En dépit de l'ouverture d'une enquête au Kenya et de la perspective de mener au moins trois procès en 2011, la

Cour n'a demandé qu'une augmentation minimale de son budget.

Enfin, concernant le Mécanisme de Contrôle Indépendant et la question de la bonne gouvernance de la Cour, la FIDH s'inquiète des risques d'interférence avec les activités judiciaires et de l'indépendance de la Cour face aux lacunes dans l'interprétation du mandat du Mécanisme de Contrôle Indépendant. De même, la proposition d'étude sur l'effectivité et l'efficacité de la Cour doit clarifier ses objectifs afin d'éviter toute interférence dans les affaires internes de la Cour.

La Cour a fait des progrès considérables afin d'assurer le respect de son mandat et a ainsi acquis un rôle dissuasif. Pour autant, la FIDH constate que des crimes graves relevant de sa compétence continuent d'être commis dans différentes régions du monde. A cet égard, la Cour doit s'assurer que les plus hauts responsables soient poursuivis.

Merci de votre attention.



Fédération internationale des ligues des droits de l'Homme

ORGANISATION INTERNATIONALE NON GOUVERNEMENTALE AYANT STATUT CONSULTATIF AUPRES DES NATIONS UNIES, DE L'UNESCO,
DU CONSEIL DE L'EUROPE ET D'OBSERVATEUR AUPRES DE LA COMMISSION AFRICAINE DES DROITS DE L'HOMME ET DES PEUPLES

International Federation
for Human Rights

Federación Internacional
de los Derechos Humanos

الغدرالية الدولية لحقوق الانسان

Intervención de la FIDH ante la Novena Sesión de la Asamblea de los Estados Partes al Estatuto de la Corte Penal Internacional

9 de diciembre de 2010

Luis Guillermo Pérez, Secretario General

Sr. Presidente, tengo el honor de dirigirme a esta Asamblea en nombre de la Federación Internacional de Derechos Humanos (FIDH), y en representación de sus 164 organizaciones de derechos humanos que la conforman en el mundo.

La FIDH y sus organizaciones miembro siguen puntualmente el trabajo de la Corte Penal Internacional (CPI) y de esta Asamblea, porque el sistema del Estatuto de Roma representa para las víctimas de crímenes de su competencia la última esperanza de obtener justicia cuando en sus países la impunidad de los más altos responsables sigue generando violencia como en los casos de Colombia, Honduras, Palestina, Afganistán entre otros.

La FIDH como en anteriores ocasiones ha presentado un documento de posición que incluye recomendaciones para contribuir a que la Corte cumpla el rol sancionador y preventivo que espera la humanidad.

Las sesiones de evaluación realizadas en Kampala en torno al impacto sobre las víctimas y las comunidades afectadas, sobre la complementariedad y la cooperación, concluyeron en recomendaciones que necesitan de un debido seguimiento por esta Asamblea, por los Estados Parte en lo individual y por la Corte. El impacto de la Conferencia de Revisión dependerá en gran medida del seguimiento a estas recomendaciones.

Con relación a las víctimas y las comunidades afectadas, se hace urgente revisar la estrategia de la Corte sobre víctimas. Con respecto a la complementariedad, la FIDH insta a que la asistencia técnica se acompañe de un monitoreo sobre la capacidad y voluntad de los Estados para juzgar crímenes de la competencia de la Corte. Al mismo tiempo, consideramos que el problema de la falta de voluntad política para adelantar investigaciones nacionales en torno a los más altos responsables por los crímenes más graves, necesita aún mayor atención por la Asamblea. Con respecto a la cooperación estatal, la FIDH recomienda que uno de los temas prioritarios para esta Asamblea en el año próximo esté enfocado en el embargo de bienes de los acusados, de cara a las primeras decisiones sobre reparaciones a adoptarse entre 2011 y 2012.

En relación con la financiación de la Corte, la FIDH expresa su preocupación por la creciente presión impuesta por los Estados para que la Corte presente un presupuesto de “cero crecimiento nominal”. Si

bien favorecemos medidas tendientes a mejorar el uso eficaz de los recursos, nos preocupan los límites impuestos al accionar de la Corte de esta manera. A pesar de la apertura de una investigación en Kenia y en la perspectiva de llevar a cabo al menos tres juicios en 2011, la Corte sólo ha pedido un incremento modesto de su presupuesto.

Frente al Mecanismo de Supervisión Independiente y el seguimiento sobre cuestiones de gobernabilidad de la Corte, la FIDH expresa su preocupación sobre los riesgos de injerencia en las actividades judiciales y en la independencia de la CPI, ante los vacíos de interpretación que el actual mandato del Mecanismo de Supervisión Independiente pueda generar. En el mismo sentido, el proyecto de estudio de la eficiencia y eficacia de la Corte, requiere precisar sus objetivos para evitar la intromisión en los asuntos internos de la Corte.

La Corte ha hecho avances importantes en asegurar el cumplimiento de su mandato y con ello lograr un efecto preventivo. Sin embargo, la FIDH expresa su preocupación por que en diferentes latitudes se continúan cometiendo graves crímenes de su competencia y frente a las mismas la Corte debe garantizar que se persiga a los principales responsables.

Agradezco su atención.